

[Text]

There is no correspondence from the Treasury Board before you because the people who have been sticky about this were the Treasury Board and not the police and the police do not consider it is their place to write and say that another department of the public service was wrong in its attitude. I have an assurance both from the Treasury Board and the R.C.M.P. Police that the amendment is coming forward.

The Joint Chairman (Mr. Beatty): I wonder if we can just have it go into an active file and that there is some sort of review on it to make sure the amendment takes place.

Mr. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): We have no correspondence other than with the Treasury Board, is that right?

Mr. Eglington: No.

The Joint Chairman (Mr. Beatty): It was just an oral assurance, apparently.

Mr. Eglington: Well, there were very extensive discussions and this is the one, you will remember, where there was a proposal to set up a three-way conference.

Mr. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Could we not go on record with Treasury Board and send them a letter asking them about this?

• 1615

The Joint Chairman (Mr. Beatty): Confirming your conversation and saying it is acceptable to us; would they let us know when it has happened?

Re: SOR/77-647, Aircraft Minimum Equipment List Order.

Mrs. Parent-Bélisle: The committee felt Section 8 was really an overriding rule of safety and was so important that it should be included in the act as such, so we did get assurance from them in a letter dated February 4, 1980, that it would be in the amendments to the Aeronautics Act. I do not think they have been presented yet in this session, but they have assured us that if they were not to be presented—if this particular objection we had was not going to be rectified in their new bill amending the Aeronautics Act—it would be outlined to the Aeronautics Act Task Force, which is revising all of the act, the regulations and so on, so that at a later date they would include it. So, I do not think we should be writing back.

The Joint Chairman (Senator Godfrey): You do not think we should, just to jog their memory?

Mrs. Parent-Bélisle: Just a reminder, after a year?

The Joint Chairman (Senator Godfrey): Yes, after February 4, just to show them.

Mr. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Wait until February 4, then they can see how efficient we are.

[Translation]

Vous n'avez devant vous aucune lettre du Conseil du Trésor parce que ce dernier, et non la police, a été très pointilleux. La police ne considère pas qu'il lui revient d'écrire une lettre disant que c'est un autre ministère fédéral qui a eu tort. Néanmoins, les autorités du Conseil du Trésor et de la Gendarmerie royale du Canada m'ont assuré que la modification sera faite.

Le coprésident (M. Beatty): On pourrait peut-être verser cela dans un dossier courant sur lequel on pourrait jeter un coup d'œil de temps en temps afin d'être certain que la modification soit faite.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Nous ne disposons d'aucune correspondance autre que celle que nous avons eue avec le Conseil du Trésor, n'est-ce pas?

M. Eglington: Non.

Le coprésident (M. Beatty): Apparemment, la promesse n'a été qu'orale.

M. Eglington: Il y a eu de très longues discussions à ce sujet et vous vous rappellerez que c'est lorsqu'il était question de cette proposition que l'on avait parlé d'organiser une conférence téléphonique.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Ne pourrait-on pas envoyer une lettre officielle au Conseil du Trésor lui demandant de nous renseigner sur la situation?

Le coprésident (M. Beatty): Une lettre faisant suite à votre conversation et précisant que cela nous semble tout à fait acceptable. Le Conseil du Trésor nous renseignerait-il sur la date

Objet: DORS/77-647, Ordonnance sur la liste d'équipement minimal d'un aéronef.

Mme Parent-Bélisle: Le comité était d'avis que l'article 8 correspondait à une règle primordiale de sécurité si importante qu'elle devrait être incluse telle quelle dans la loi. Dans une lettre datée du 4 février 1980, on nous a répondu que l'on en tiendrait compte dans les modifications qui seraient apportées à la Loi sur l'aéronautique. Je ne pense pas qu'elles aient déjà été présentées, mais on nous a assuré que si elles ne l'étaient pas durant la session en cours, si le nouveau bill modifiant la Loi sur l'aéronautique ne tenait pas compte de l'objection que nous avons faites, le groupe de travail sur la Loi sur l'aéronautique, qui a été chargé d'examiner tous les textes de la loi et des règlements, se chargerait de faire ajouter ces modifications par la suite. C'est pourquoi nous ne pensons qu'il soit nécessaire de leur écrire à nouveau.

Le coprésident (sénateur Godfrey): Vous ne pensez même pas que ce soit utile de le leur rappeler?

Mme Parent-Bélisle: Un simple rappel, un an plus tard?

Le coprésident (sénateur Godfrey): Oui, après le 4 février, pour leur montrer que nous nous intéressons toujours à cette question.

M. Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Attendons le 4 février et nous verrons alors quelle est la situation.